

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1738 - 24 décembre 1992 - 10 F

D 1738 AMÉRIQUE LATINE: LA CONFÉRENCE DE SAINT-DOMINGUE VUE DE L'INTÉRIEUR

La 4e Conférence générale de l'épiscopat latino-américain, tenue à Saint-Domingue en octobre 1992 (cf. DIAL D 1728 et 1733) fait l'objet d'appréciations divergentes. Cela tient aux conditions dans lesquelles l'assemblée a travaillé pour élaborer le document final de la conférence. Pour en juger, le mieux est de se reporter à ce qu'en pensent ceux qui ont vécu l'événement de l'intérieur et qui l'écrivent. C'est le cas du document ci-dessous signé par Mgr Valentini, l'un des quarante-sept membres de l'épiscopat brésilien présents à Saint-Domingue. Cette évaluation, qui fait une large place au cadre juridique de fonctionnement - souvent discutable - de l'assemblée, est à rapprocher du point de vue de Mgr Padin évêque brésilien lui aussi, sur les conditions dans lesquelles son nom avait été rayé de la liste des délégués à Saint-Domingue (cf. DIAL D 1719). Le témoignage ci-dessous est extrait, avec l'autorisation des éditeurs, de l'ouvrage publié au Brésil par les éditions Vozes sous le titre **Santo Domingo - Ensaios teológico-pastorais**.

Note DIAL

Droits de reproduction
réservés

TÉMOIGNAGE PERSONNEL SUR LA CONFÉRENCE DE SAINT-DOMINGUE

Introduction

Ayant participé à la 4e Conférence générale de l'épiscopat latino-américain qui s'est tenue à Saint-Domingue du 12 au 28 octobre 1992, comme délégué de la Conférence nationale des évêques du Brésil, je présente ici quelques observations personnelles. Mon but est de contribuer à une compréhension exacte du déroulement de la conférence et à une interprétation correcte de ses résultats. Je m'efforcerai de retrouver la mémoire des avancées faites, d'analyser la mécanique et la dynamique des travaux, de relever les obscurités du règlement général, de souligner quelques-uns des moments les plus décisifs et des épisodes les plus significatifs, de donner mon opinion sur le document final et sur les axes de pastorale choisis, et de faire toute autre observation qui me semble importante. Ce faisant, je ne porte pas de jugement qui amoindrirait la valeur et l'importance de la 4e Conférence. Je pense au contraire que sa juste signification sera d'autant mieux perçue qu'on connaîtra davantage les circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée.

1. Rapide description de son déroulement

La conférence s'est ouverte le lundi après-midi 12 octobre et elle s'est terminée le mercredi 28 à 11 H du matin. Dans l'intervalle il y avait deux dimanches de détente. Si l'on enlève le jour de l'ouverture, uniquement marqué par le discours du pape, nous comptabilisons treize jours et demi de travaux effectifs de la conférence.

En bref - Les premiers jours ont été faits d'indécision, par manque de définition de la marche à suivre de la conférence, avec la sensation de perdre son temps. Ce n'est que le vendredi de la première semaine, le 15, que les commissions thématiques ont commencé

à fonctionner, pour terminer leur tâche le mercredi de la deuxième semaine, le 21, avec leur dissolution et la remise de leurs conclusions à la commission de rédaction. Tandis qu'on attendait le texte de la commission de rédaction, qui n'a été remis que le lundi de la troisième semaine, le 26 (à deux jours de la fin de la conférence), on a pu débattre plus calmement des axes de pastorale. A la fin, du lundi 26 au mercredi matin 28, les votes sur le document ont été effectués de manière trop précipitée.

Dans le détail - La 4e Conférence a été ouverte par Jean-Paul II le 12 après-midi. Dans son discours il a abordé les thèmes centraux de la conférence. Il a fait une synthèse des enseignements déjà donnés par lui. C'est sans doute pour cela qu'il a eu moins d'impact qu'avec son discours inaugural de Puebla, alors qu'il commençait son pontificat. Le pape était également présent à la session de mardi après-midi; il y a entendu le premier des "exposés magistraux" prévus, puis les interventions des orateurs parmi lesquels se détachaient des figures de cardinaux qui donnaient la nette impression à l'assemblée d'avoir été, dans leur majorité, choisis par la présidence pour l'occasion (1).

- A la séance plénière du matin de ce même mardi, des questions avaient été posées concernant la marche de l'assemblée et une définition plus précise de ses objectifs. Il en a été de même dans les sessions du mercredi consacrées aux interventions en séances plénières. L'insistance principale: définir le genre de document final recherché, tenir compte des suggestions de l'assemblée pour la composition des commissions (2), supprimer les exposés magistraux. L'impression a prévalu que la présidence n'était pas disposée à accueillir les demandes.

- Les travaux des commissions thématiques (3) ont commencé le jeudi 15, avec des rédactions successives du texte récapitulatif, modifiées sur la base des suggestions faites dans les réunions d'intergroupes qui rassemblaient les membres des commissions aux thèmes de travail voisins. C'est ainsi que les commissions thématiques ont fini, avec une quatrième rédaction, par élaborer le texte qui a été remis le mercredi 21 à la commission de rédaction qui en a pris alors l'entière responsabilité. Puis les commissions thématiques ont été dissoutes.

- Le texte final de la commission de rédaction a ensuite été acheminé en séance plénière avec beaucoup de retard, en dépit des demandes faites le samedi 24 par l'assemblée pour savoir où en était sa rédaction. Ce n'est que le lundi 26 que l'assemblée a reçu le texte du document pour le vote.

- La partie du document final plus vite présentée à l'assemblée a été celle qui portait sur les principaux axes de la pastorale. Cette partie est celle qui a été le mieux débattue et la mieux assimilée par la conférence. Alors que, dans les derniers jours, l'incertitude planait quant à l'approbation d'un document final, nous avions au moins la certitude d'avoir un texte sur les choix pastoraux.

- Le fait d'avoir à écouter les quatre "exposés magistraux", avec les débats suivants en groupe sur chacun d'eux, est la chose qui a le plus contrarié le désir de l'assemblée de s'appliquer plus calmement au débat sur le document final.

- Les votes finaux du texte, à partir du lundi 26 après-midi, ont été trop précipités. En particulier, les votes sur "les points saillants" du mercredi matin 28 ont été tout simplement bâclés. Au point que l'assemblée n'avait même pas connaissance du résultat exact de chaque vote.

2. L'évolution de la 4e Conférence

La date de la 4e Conférence générale avait été arrêtée très longtemps à l'avance en raison de sa signification historique: le 12 octobre 1992. C'est pourquoi elle a été annoncée en conséquence et elle a disposé d'une longue préparation qui s'est même traduite sous forme d'une "neuvaine d'années" (4).

Cela laissait supposer une préparation progressive qui intégrerait les apports des évêques et qui aboutirait à un texte de base de fort consensus pour discussion et approbation par la 4e Conférence. Au lieu de cela on a assisté à une succession de discontinuités durant tout le déroulement de la 4e Conférence, depuis sa préparation jusqu'à sa conclusion. Ces ruptures

à répétition, en bref, se ramènent au constat: chaque étape de la préparation ignorait et annulait l'étape antérieure. Cela s'est vérifié en particulier dans les épisodes suivants:

- le document de consultation, publié en 1991 alors que le thème de la conférence avait été auparavant arrêté par le pape, s'est trouvé dépassé et a été abandonné suite aux réactions des évêques secrétaires généraux des conférences épiscopales lors de leur réunion de février 1991.

- le document appelé "Secunda relatio" (5), qui n'a pas été publié au Brésil, contenait les suggestions faites par les évêquats et constituait une vive réaction contre le "document de consultation". C'est à partir de la "Secunda relatio" qu'a été élaboré le "document de travail" par un groupe d'experts nommés par le CELAM, et qui est devenu l'outil officiel de préparation de la conférence. Il se trouve que sa publication a été retardée du fait qu'il est resté deux mois et demi à Rome en attente d'approbation. Dans certains pays il n'a même pas été porté à la connaissance des communautés, comme à Cuba par exemple. Dans d'autres, il n'est arrivé que quelques semaines avant l'ouverture de la conférence.

- le document de travail a été abandonné dès le début de la Conférence, en raison de l'insistance mise à proposer les "exposés magistraux" comme base du travail par groupes. Le discrédit jeté sur le "document de travail" a été rendu évident par le fait que, sur les huit experts chargés de sa rédaction, deux seulement ont été invités comme tels à la conférence. A noter que, durant la conférence, le silence a été total sur le "document de travail", que ce soit de la part de la présidence, de la commission de coordination ou de la commission de rédaction. Les commissions thématiques ont alors élaboré un autre texte à partir des discussions sur les thèmes imposés et l'ont remis à la commission de rédaction.

- le travail des commissions thématiques a été pour une grande part abandonné par la commission de rédaction qui a persisté dans ses schémas. Exception faite du chapitre sur la promotion humaine, dans lequel il a été possible de récupérer une bonne part des textes élaborés en groupes de travail, comme on le verra plus loin.

Voilà comment la discontinuité a marqué l'évolution de la 4e Conférence.

3. La dynamique des travaux

Au cours des premiers débats en séance plénière la question de la dynamique à suivre a été soulevée avec insistance. En effet un certain nombre d'interrogations et de préoccupations se faisaient jour, portant sur la finalité même de la conférence. Ce n'est que peu à peu que la problématique sous-jacente est apparue clairement: ce qui était en jeu c'était une proposition de dynamique de "synode" au lieu de la dynamique de "conférence générale".

1) "Synode" contre "conférence générale"

Le déroulement des travaux, avec les "exposés magistraux" prévus et les nombreuses interventions initiales en séances plénières, permettait d'identifier le modèle de dynamique synodale, selon laquelle on part toujours d'une "relatio", on recueille les suggestions des pères synodaux et on les rassemble en une synthèse finale qui est mise à la disposition du pape. Tel semblait être le schéma qui sous-tendait la proposition de travail présentée à la 4e Conférence. Les interventions en séance plénière pour demander une définition du genre de document voulu et pour remettre en question l'intérêt des "exposés magistraux", soulignaient que nous n'étions pas en train de faire un synode qui présenterait des suggestions au pape, mais une conférence générale d'évêques latino-américains qui avaient besoin d'adresser la parole au peuple qui l'attendait. La tension entre synode et conférence générale a marqué tout le déroulement des travaux.

2) Changement de méthode

Un autre fait significatif, qu'on note dans le résultat final de la conférence, a été l'insistance mise à changer la méthode traditionnelle en Amérique latine dans l'approche des questions, méthode qui se résume dans le schéma voir-juger-agir. Au lieu de cela on a imposé le schéma fondements théologiques-défis-axes de pastorale. Compte tenu de cette imposition, l'assemblée a cherché à sauvegarder sa propre méthode en abordant la réalité sous l'angle des défis qu'elle pose. Mais elle n'a pu s'opposer au changement consistant à partir de la base théologique, en suivant ainsi une démarche déductive. Alors que quelques comités

sions thématiques ont insisté pour partir de la réalité des faits, comme ce fut le cas de la commission sur l'écologie dont j'étais le coordinateur, il se trouve qu'après être passés par la commission de rédaction, les textes de ces commissions thématiques étaient présentés avec les fondements théologiques en premier. Cette tension entre les deux méthodes a traversé toute la conférence. Cela explique pourquoi les commissions thématiques ont été dissoutes le mercredi de la deuxième semaine: elles avaient commencé leurs travaux sur l'hypothèse qu'elles travailleraient le premier temps de la méthode, c'est-à-dire voir la réalité pour chaque thème; mais elles ont ensuite constaté qu'elles avaient traité en même temps les trois moments, et qu'elles n'avaient donc plus rien à faire.

4. Les déficiences du "Règlement général" et des "Normes internes pour le débat"

Un autre fait qui est apparu très clairement, ce sont les imperfections du règlement général et des procédures de débat. Un certain nombre de ces imperfections ont été relevées au cours de la conférence. Et elles ont fini, l'avant-dernier jour, par être reconnues par la présidence elle-même: après consultation de la commission juridique (cf. note 2) sur l'interprétation de l'alinéa relatif aux "points saillants" (6), la présidence n'a pu que déclarer que l'alinéa en question était ambigu et qu'il se prêtait à des interprétations différentes.

Il est à noter qu'aussi bien le règlement général que les procédures de débat n'ont pas été votés par l'assemblée.

Les déficiences du règlement ont été à l'origine d'une insécurité juridique qui a persisté tout au long de la conférence. De plus, elles ont servi à concentrer encore davantage le pouvoir dans les mains de la présidence, comme dans le cas des "points saillants": en raison du manque de clarté des procédures de débat, la présidence a décidé que tout "point saillant" devait être préalablement soumis au jugement de la commission de rédaction. La présidence elle-même n'était pas sûre dans son interprétation des procédures de débat; ce qui l'a amenée par deux fois à interrompre la séance plénière pour consultation entre les membres de la présidence sur la poursuite du travail. Ce doute de la présidence s'est manifesté jusqu'au dernier moment, quand le cardinal Sodano, président de séance le dernier jour, ne voyait pas clairement comment procéder pour le vote des "points saillants", et en a discuté avec le Père Jiménez qui coordonnait la séance plénière. Finalement c'est le P. Jorge Jiménez lui-même qui a en quelque sorte assumé la présidence en dirigeant le vote des "points saillants".

Il convient encore de noter que, interrogée en séance plénière sur l'interprétation du règlement, la présidence ne répondait pas, comme ce fut le cas sur la question importante de la valeur du "vote indicatif" qui avait été utilisé pour l'approbation de la proposition de schéma général du document final. Aux questions de plusieurs évêques sur ce point, il n'y a jamais eu de réponse. Mais par la suite, à plusieurs reprises, il a été allégué que le document final avait été en principe approuvé, puisque l'assemblée en avait approuvé le schéma par le fameux "vote indicatif". Mgr Medina, l'un des secrétaires (7), a invoqué ce fait à plusieurs reprises pour forcer l'interprétation dans le sens suivant: en cas de rejet d'un chapitre, celui-ci retournerait à sa rédaction telle qu'elle avait été présentée par la commission de rédaction, et cela en raison de l'approbation supposément donnée en ce sens au schéma général. Il s'est servi du même argument pour rejeter les textes de remplacement (8), en déclarant que l'approbation déjà donnée empêchait le remplacement de textes globaux. L'autorité de la commission de rédaction est sortie renforcée de tout cela, ce qui a diminué d'autant la possibilité pour l'assemblée de modifier les textes.

5. La dualité de coordination

Une autre constatation qui s'est progressivement imposée était la dualité dans la coordination de la conférence. On a observé que cette dualité était antérieure à la conférence et qu'elle s'est traduite des deux façons suivantes:

- 1) Le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) et la Commission pontificale pour l'Amérique latine (CAL)

Il était évident qu'un événement comme la 4e Conférence générale de l'épiscopat latino-américain ne pouvait qu'avec difficulté être pris en charge par deux organismes institutionnels

sans un partage clair de leurs compétences respectives. Cela s'est traduit en particulier par les faiblesses de la dynamique proposée, qui a dû subir plusieurs modifications en cours de conférence.

2) Deux secrétaires généraux

La nomination de Mgr Medina comme autre secrétaire général de la conférence est officiellement restée sans explication, alors qu'à Medellín et Puebla le secrétaire de la conférence avait été le secrétaire général du CELAM. Il était prévu de même pour Saint-Domingue. La présence de deux secrétaires généraux a contribué à la baisse de confiance de l'assemblée en chacun d'eux. Au fur et à mesure du déroulement de la conférence, il apparaissait que Mgr Medina avait la prééminence, au préjudice de Mgr Damasceno. Cela s'est singulièrement vérifié l'avant-dernier jour: alors que Mgr Damasceno, attentionné, expliquait aux évêques où ils pouvaient retrouver leurs effets personnels égarés, Mgr Medina émettait avec autorité son interprétation de la valeur des votes sur le document final.

6. Les moments significatifs de l'assemblée

Je pense qu'il est important de souligner quelques-uns des moments de l'assemblée, en raison des conséquences qu'ils ont eues.

1) Nomination des commissions de fonctionnement - La présidence a nommé les commissions suivantes: de coordination, de rédaction, juridique, de messages, de scrutins. Dès le deuxième jour, en pleine séance plénière, il a été demandé qu'il soit tenu compte des suggestions de l'assemblée pour la composition des commissions. Cela a donc retardé la publication de la liste des membres, et surtout permis que Mgr Luciano Mendes (9) entre dans la commission de rédaction du document et en devienne le président. C'était certainement là le profit majeur de la demande présentée en séance plénière. Mais le climat de l'assemblée aurait été différent s'il y avait eu davantage de transparence et si toutes les commissions de fonctionnement avaient été constituées sur la base des propositions de l'assemblée.

2) Approbation indicative du schéma de document final - Après les premiers jours de séances plénières, la commission de rédaction, avec l'aide de la commission de coordination, a présenté un projet de schéma général à partir des propositions de l'assemblée, en dessinant ainsi le squelette du document à élaborer. Le projet a été présenté par Mgr Luciano Mendes. Il a plu à l'assemblée, au point d'obtenir une approbation unanime, par un "vote indicatif" comme il avait été demandé. La commission de rédaction a été chargée de le parfaire si besoin était. Cette approbation a, par la suite, été souvent invoquée pour refuser des changements substantiels de texte, bien que sollicités par l'assemblée, au motif que celle-ci s'était déjà prononcée en votant le schéma.

3) Dissolution des commissions thématiques - Le mercredi 21 les commissions thématiques ont été dissoutes, après avoir remis leur texte à la commission de rédaction, celle-ci en ayant désormais l'entière responsabilité. L'assemblée a, de cette façon, perdu le principal outil de travail qui lui aurait permis d'influer sur le texte.

4) Désistement de vote du texte - Le vendredi 23, la commission de rédaction a présenté l'ébauche des deux premiers textes pour que l'assemblée se prononce, à savoir l'introduction christologique et l'introduction historique. La seconde n'a pas reçu l'approbation nécessaire des deux tiers et a donc été rejetée. C'est alors que l'assemblée a renoncé à voter les textes suivants, sous prétexte qu'il suffisait de présenter des amendements - les "modi" - pour les améliorer. L'assemblée a, de cette façon, perdu la possibilité de dire clairement, par vote, quels étaient les textes qu'elle approuvait, ceux qu'elle rejetait, comme elle avait déjà rejeté l'introduction historique. Ce qui a pesé en ce sens c'est la confiance mise en Mgr Luciano Mendes qui avait promis, au nom de la commission, que ses membres accepteraient les propositions de l'assemblée. Il s'est vérifié par la suite que les membres de la commission de rédaction n'étaient pas tous du même avis, et qu'ils n'ont donc pas répondu à la confiance inspirée par Mgr Luciano Mendes. On voit, dans ce désistement de vote des textes, à quel point la dynamique de l'assemblée restait dans le flou, et comment un choix délibéré de l'assemblée pouvait ensuite aller à l'encontre de sa volonté.

5) Les axes de pastorale - La période qui s'est écoulée entre le travail des commissions thématiques et l'examen final du document de conclusion a été providentiellement mise à

profit par Mgr Luciano Mendes qui a rédigé une heureuse synthèse des propositions d'axes de pastorale. Étudiées en groupes, débattues en séance plénière, soumises au vote avec acceptation d'amendements, elles ont ensuite été définitivement approuvées en seconde lecture après intégration des amendements. De sorte que, sur l'ensemble du document final, le chapitre le mieux débattu et le mieux voté a été celui des priorités pastorales. Il est important d'avoir cela à l'esprit pour une bonne évaluation de l'ensemble du document de Saint-Domingue. C'est ce chapitre sur les axes de la pastorale qui reflète le mieux ce qu'a pensé et décidé l'assemblée.

6) Différences d'interprétation des votes - Un point important à souligner est celui qui concerne l'interprétation des votes, en particulier celle des votes "iuxta modum" (10). Cela vaut spécialement pour le vote du document final, le lundi 26 octobre, où la différence d'interprétation a été le fait des votants tout autant que de la commission de rédaction et de la présidence. La divergence portait sur la manière de présenter des textes de remplacement. Des évêques ont voté "non placet" pour certains textes afin de les rejeter en bloc et de les remplacer par des textes alternatifs. D'autres par contre, dans la même intention, ont voté "placet iuxta modum" de façon à pouvoir présenter des textes alternatifs au titre d'amendements. Il se trouve en fait que les votes "iuxta modum" ont été interprétés comme étant favorables au texte existant, ce qui a affaibli la position de l'assemblée dans sa volonté de changer certains textes.

Je pense que, pour une interprétation correcte de ce qui s'est passé à Saint-Domingue, il faut avoir ce fait présent à l'esprit. En signalant de plus, dès maintenant, qu'en ce qui concerne le chapitre sur la promotion humaine, les votes "iuxta modum" ont effectivement servi à modifier substantiellement le texte de la commission de rédaction, ce qui n'a pas été possible pour les autres chapitres. Il y a une explication à cela: elle tient au fait que la dernière rédaction du chapitre sur la promotion humaine était à la charge de Mgr Luciano Mendes, avec l'aide de Mgr Clovis Frainer, du Brésil, et de Mgr Ovídio Pérez, du Venezuela, qui avaient été tous deux nommés le mardi soir 27, ainsi que dix autres évêques, pour aider la commission de rédaction. Les trois cités ont accepté les "amendements globaux" présentés de façon ordonnée, pour chaque partie de ce chapitre, par un groupe d'évêques bénéficiant du soutien des nombreux autres qui avaient auparavant pris connaissance de ces amendements. Voilà comment le chapitre sur la promotion humaine a, beaucoup mieux que d'autres chapitres, été réécrit sur la base du travail des commissions thématiques puis voté par l'assemblée.

7) Embrouillamini des votes finaux - Tous les votes finaux ont été expédiés. L'assemblée a reçu le texte du document le matin du lundi 26 octobre, pour remettre en fin d'après-midi ses votes et ses nouveaux amendements. Le mardi elle a reçu le texte modifié, pour remettre en fin de journée le résultat du vote "placet" ou "non placet", avec la possibilité de retenir tel ou tel "point saillant". Le mercredi matin, la commission de rédaction chargée d'intégrer ou non les "points saillants" a présenté sa liste définitive qui a été votée dans la précipitation, sans que l'assemblée ait en mains le texte complet, le temps étant compté jusqu'à la clôture de la conférence (11). Il faut aussi tenir compte de cela pour reconnaître l'impossibilité dans laquelle se trouvait l'assemblée de perfectionner le texte du document final, comme elle aurait pu encore le faire. Pour comprendre également son impossibilité à demander un quelconque changement significatif.

7. Des épisodes symboliques

Le climat de l'assemblée peut être perçu à travers quelques épisodes qui reflètent une réalité dépassant largement leur simple signification.

1) La demande de pardon - Un groupe de trente-trois évêques brésiliens ont signé une pétition pour demander que l'assemblée pose un geste de pardon, dans le cadre de la célébration des cinq cents ans d'évangélisation, pour les injustices commises envers les Indiens et les Noirs. Or cette demande qui semblait facile à accepter par la présidence au point que les Brésiliens avaient pris le risque de la présenter seuls, sans pouvoir imaginer de résistance à une telle motion et à ses auteurs, est finalement devenue symbolique de l'état d'esprit de la conférence. Elle a manifesté le caractère arbitraire de la présidence qui, au lieu de donner la parole à l'un des auteurs de la pétition pour s'en expliquer, a donné la parole à Mgr Di Stéfano pour la combattre avec une argumentation historique étonnante. Le jour

même où la pétition était rejetée, le pape répétait à Rome sa demande de pardon (12), dont l'assemblée a eu bien vite connaissance et qui n'a fait qu'augmenter son embarras, elle qui était si désireuse de suivre en tout les paroles du pape, tout en craignant de prendre des positions claires et autonomes.

2) Rigoberta Menchú - Pendant la conférence, par une heureuse coïncidence, le Prix Nobel de la paix a été attribué à la Guatémaltèque Rigoberta Menchú, qui avait été catéchiste dans le diocèse d'El Quiché. Rien de mieux pour que l'assemblée manifeste son adhésion. Ce qu'a demandé le cardinal Arns, en suggérant l'envoi d'un message officiel. Mais cette motion-là n'a pas non plus été acceptée, sous prétexte qu'elle pouvait faire l'objet d'une exploitation idéologique. Il n'y avait évidemment aucune idéologie dans le rejet de la motion...

8. Les moments d'affirmation de l'assemblée

Dans des conversations privées au cours de la conférence, des évêques ont relevé que l'assemblée se montrait timide, craintive. Le constat le plus sévère, pour quelques-uns, c'est qu'il ne s'agissait pas d'une "assemblée d'évêques", mais d'une "assemblée pour des évêques", en raison de l'insistance à nous présenter des exposés magistraux. Il y a eu cependant des moments où l'assemblée s'est affirmée. Bien que ces moments-là se soient produits plutôt en fin de conférence. En voici quelques-uns:

1) Rejet du chapitre historique - Le texte était insatisfaisant et il n'a pas obtenu les deux tiers réglementaires pour son approbation. Il est dommage qu'ensuite l'assemblée ne se soit pas rendu compte qu'elle se dessaisissait de son autorité quand elle a décidé de ne pas voter les textes suivants, en se contentant de présenter des amendements et en faisant confiance à la commission de rédaction pour les intégrer au texte, ce qui en fait s'est rarement vérifié.

2) Rejet des messages - Le samedi 24 après-midi, la commission de fonctionnement chargée des messages en a présenté quatre pour approbation, alors que manquait encore le message, le plus important, aux peuples d'Amérique latine. L'assemblée a réagi en demandant qui avait sollicité tant de messages. Après quelques instants de flottement de la présidence qui a suspendu la séance pour consultations, l'assemblée a été invitée à voter en séance plénière, ce qu'elle a fait en demandant que les messages se résument à un seul. Ainsi est-il apparu clairement qu'il y avait divergence dans l'appréciation des rôles respectifs: la commission nommée estimait être compétente pour décider des messages à proposer, au lieu de se mettre au service de l'assemblée pour élaborer les messages que celle-ci déciderait. Cet épisode est révélateur du conflit persistant de mentalités sur ce que devait être la conférence de Saint-Domingue: une instance autonome de décision, ou une instance subalterne d'approbation.

3) Requête de l'assemblée avant un scrutin - Un autre geste d'affirmation de l'assemblée s'est produit le lundi 26. La présidence avait proposé que la journée entière soit consacrée à l'étude individuelle du texte de document final et que le vote ait lieu en fin d'après-midi. Plusieurs évêques ont alors demandé qu'il y ait une séance plénière préalable pour que les opinions soient présentées en assemblée. La proposition ayant été mise aux voix, c'est l'option de séance plénière préalable qui l'a emporté.

4) Approbation des propositions pastorales - Bien que cela ait déjà été signalé, j'estime important de redire que c'est dans cette approbation que l'assemblée de Saint-Domingue s'est le mieux reconnue. C'est la partie du document final qui a été la plus débattue et la mieux votée. Donc la plus nettement assumée.

9. Le document final

Jusqu'à la fin de l'assemblée ou presque, il n'y avait ni certitude ni même volonté claire d'approbation d'un document complet de la conférence de Saint-Domingue. Au point qu'en séance plénière il a été dit à plusieurs reprises que, quoi qu'il arrive, les "axes de pastorale" étaient garantis et que nous pouvions au moins rentrer chez nous avec ce chapitre. En séance plénière du lundi 26 après-midi, avant le vote, plusieurs orateurs ont exprimé l'opinion qu'il valait mieux rejeter le texte du document final et ne garder que le chapitre des axes de

pastorale. Mais le vote s'est finalement soldé par l'approbation du document complet. Pour comprendre cette approbation, il importe de tenir compte des différences dans l'interprétation des votes, comme je l'ai expliqué plus haut (13). J'estime important d'ajouter les observations suivantes:

1) Le poids spécifique des différents chapitres - Les chapitres sont très différents les uns des autres, non pas du point de vue subjectif, mais objectivement: certains sont plus que d'autres le reflet du travail des commissions thématiques. C'est à l'évidence le cas du chapitre sur la promotion humaine. Ce fait est révélateur d'un critère qu'il est important de connaître: certains membres de la commission de rédaction ont refusé les textes de remplacement présentés au titre des amendements lors du vote, tandis que d'autres membres les ont acceptés.

3) Les axes de pastorale - C'est la partie pratique de l'ensemble du document qui pourrait exister par elle-même. C'est la plus réfléchie, la mieux votée, la plus clairement assumée. Quelques points à souligner dans ce chapitre.

10. Les axes de pastorale: Points saillants

1) Dans la continuité de Medellín et de Puebla - Cette continuité a été affirmée comme manifestation d'une volonté: Saint-Domingue s'inscrit dans la perspective pastorale de l'Eglise d'Amérique latine, dans la ligne directe de Medellín et de Puebla. Saint-Domingue n'est aucunement synonyme de rupture, même si cette rupture était désirée par certains ou si elle est insinuée dans telle ou telle partie du document final.

2) Le choix des pauvres - Il est réassumé avec une ardeur renouvelée. C'est ce qui ressort de la présentation générale du texte sur les axes de pastorale. Et il y est dit que "*ce choix (...) éclairera tout notre travail d'évangélisation*". La dimension englobante de ce choix n'est donc pas supprimée, même si, dans ce chapitre, il a été placé à l'intérieur de la priorité pastorale qu'est la promotion humaine intégrale.

3) Le rôle de premier plan des laïcs (14) - La priorité de la nouvelle évangélisation fait ressortir le rôle de premier plan des laïcs, une expression qui a été maintenue en dépit de sa mise en question par certains.

4) Au service de la vie - Dans la priorité de la promotion humaine intégrale, l'Eglise est présentée comme étant au service de la vie, proposition qui peut être à l'origine d'une grande vitalité pastorale.

5) L'inculturation - Il me semble que c'est la priorité qui ouvre le plus de perspectives nouvelles. On reconnaît d'abord la valeur des cultures indiennes et afro-américaines. Ce faisant, la conférence de Saint-Domingue s'est acquittée de son devoir historique. On constate également l'importance de l'inculturation de l'Evangile dans les milieux urbains. L'insistance mise sur "une évangélisation inculturée" est particulièrement féconde et elle peut ouvrir la voix à des avancées significatives au plan pastoral et structurel de l'Eglise.

En tout cas, le chapitre sur les axes de pastorale est le plus accessible, le plus pratique et le plus valable de tout le document final. Suivi par le chapitre sur la promotion humaine.

11. Autres observations

Je me permets de faire quelques autres observations qui peuvent également aider à mieux comprendre la 4e Conférence de Saint-Domingue.

1) Un manque de pratique parlementaire - Comme évêques nous avons à apprendre comment faire de grandes assemblées, selon des normes garantissant la transparence, le respect de l'assemblée, et permettant de prendre des décisions qui expriment la volonté de la majorité. Sur ce plan l'épiscopat brésilien a davantage d'expérience, avec ses assemblées annuelles de quelque trois cents membres, c'est-à-dire un nombre sensiblement le même qu'à la conférence de Saint-Domingue. Alors que d'autres conférences épiscopales n'ont pas cette expérience. La différence est apparue clairement à Saint-Domingue.

2) Une peur des décisions en séances plénières - Tout au long de la conférence, on notait l'appréhension de la présidence à remettre les décisions aux mains de l'assemblée. Quand,

par exemple, Mgr McGrath a proposé de faire comme au concile, en votant d'abord le texte dans son ensemble pour vérifier si l'assemblée l'acceptait comme base de discussion, sa suggestion a été tout simplement ignorée. Cette peur des séances plénières s'accompagnait d'un désir évident d'orienter les résultats, ce qui s'est manifesté par exemple dans la nomination des membres des commissions et dans l'insistance mise à lier ensemble le "vote indicatif" accordé au schéma général de document final, et les textes présentés par la commission de rédaction pour appréciation.

3) L'articulation entre les évêchés - Il est apparu clairement que l'assemblée était au début très désarticulée. C'est la démonstration, parmi d'autres, de l'éloignement du CELAM par rapport à ses bases au cours des dernières années, alors que sa vocation est d'être l'organisme officiel en charge du lien permanent entre les conférences épiscopales d'Amérique latine. Sur ce point, l'histoire reste à faire de l'articulation qui s'est concrétisée en cours de conférence, avec les conséquences qui en ont résulté. C'est le cas, par exemple, du chapitre sur la promotion humaine pour lequel il y a eu, dans les derniers jours, une répartition des tâches qui a permis de présenter au vote du 26 octobre des textes de remplacement et d'obtenir leur insertion dans le texte final.

4) L'absence de théologiens - Un autre thème qui demande explication, c'est l'absence des théologiens qui n'ont pas eu le droit d'accès aux travaux de la conférence. Ils ont été contraints de se tenir à distance, dans la discrétion, en évitant toute mise en question, mais en restant disposés à toute collaboration. Sur ce point également, l'histoire reste à faire de la collaboration qu'ils ont pu apporter.

5) La faiblesse des experts invités - Je me permets ici de rapporter le témoignage d'un illustre cardinal qui réunit toutes les conditions pour pouvoir affirmer ce qu'il m'a dit personnellement: à savoir que la plupart des experts officiellement invités à la conférence n'ont apporté aucune contribution, pour la simple raison qu'ils n'avaient probablement rien à dire. Cela contraste singulièrement avec le soin qui a été apporté pour mettre à l'écart des noms bien connus de la théologie. Dans le cas du Brésil, il suffit de dire ici qu'aucune des personnes proposées par la CNBB n'a été officiellement invitée pour la conférence. La présidence de l'évêché brésilien, conjointement avec la commission épiscopale de pastorale, a jugé bon d'inviter quelques-unes de ces personnes à venir à Saint-Domingue comme experts de la CNBB pour qu'au moins soient présents quelques représentants des organismes d'Eglise du Brésil.

6) Une dépendance exagérée par rapport aux discours du pape - Tant le discours inaugural du pape que les autres documents pontificaux ont été très utilisés dans le document final et, surtout, dans les séances plénières. L'argument le meilleur était toujours de redire ce que le pape avait dit. Cela semble refléter la peur que soit prise une quelconque attitude contraire au pape ou un manque de communion de l'Eglise d'Amérique latine vis-à-vis de Rome. C'est là une supposition particulièrement injuste envers une Eglise qui s'est toujours caractérisée par une volonté expresse de communion avec le pape, aussi bien de la part de sa hiérarchie qu'au niveau des sentiments populaires. Cette dépendance formelle exagérée par rapport aux paroles du pape finit par devenir malade. Cela est arrivé au point quasiment ridicule d'un projet de message aux frères séparés dans lequel on citait un discours du pape pour dire que Jésus-Christ est le Sauveur.

12. Perspectives

Bien que brièvement, dans la chaleur de l'action, je me permets de présenter quelques perspectives sous forme d'espoirs.

1) Le rapprochement entre les évêchés - Indépendamment du document, voire même des priorités pastorales, la conférence aurait valu la peine pour la convivialité et la communion humaine accrue entre les évêques d'Amérique latine et des Caraïbes. Cela va certainement contribuer à renforcer l'identité de l'Eglise latino-américaine et permettre une communion encore plus étroite.

2) Revaloriser le CELAM - C'est dans un tel contexte qu'on comprend mieux l'intuition qui a présidé à la création du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM). Peut-être pourra-t-on retrouver pleinement les objectifs de cet organisme.

3) Faire ressortir le positif - Le document final n'a pas été ce qu'il aurait dû être. Il présente cependant de nombreux points positifs grâce auxquels il est possible de faire ressortir ce qui a été clairement affirmé: la continuité et l'approfondissement du cheminement évangélique de l'Eglise en Amérique latine, sur les traces du concile Vatican II, de Medellín, de Puebla et maintenant de Saint-Domingue.

4) Le "synode américain" - Dans son discours inaugural le pape a suggéré que se tienne un "synode" pour toutes les Amériques. La proposition n'a pas trouvé grand écho dans l'assemblée. Peut-être, aussi, parce que certains ont exprimé la crainte que ce synode marque la fin de nos "conférences générales". Mais l'idée a besoin d'être retravaillée et évaluée.

5) Les leçons à tirer - Elles sont nombreuses, bien sûr, et en beaucoup de points. Elles seront certainement tirées à différents niveaux. En ce sens les déficiences de la conférence peuvent se révéler providentielles car elles auront mieux mis en évidence les leçons à en attendre.

13. Conclusions

La conférence de Saint-Domingue, en dépit de ses nombreuses mises en condition, a cependant bien reflété ce que vit actuellement l'Eglise d'Amérique latine. Une Eglise en question à l'intérieur d'elle-même et à l'extérieur. Mais une Eglise qui réaffirme son identité, y compris face aux incitations à l'abandonner. Une Eglise qui marche d'un pas ferme en pastorale et qui se situe ouvertement dans la continuité de Medellín et de Puebla. Une Eglise qui non seulement continue son chemin, mais montre aussi la direction à suivre en jetant les bases de l'inculturation de la foi chrétienne en vue des étapes à venir.

C'est pourquoi tout compte fait, Saint-Domingue sera, comme le furent Medellín et Puebla, un nouveau jalon sur la route de l'Eglise en Amérique latine et dans les Caraïbes. Un jalon qui marque un point d'arrivée et qui montre la direction à suivre.

Mgr Demétrio Valentini
évêque de Jales, Etat de São Paulo
novembre 1992

-
- (1) Parmi les 17 intervenants, il y avait - selon le communiqué de presse de la conférence n° 4, du 13 octobre 1992 - les cardinaux suivants: l'Argentin Primatesta, le Philippin Sin, le Ghanéen Tumi, l'Espagnol Suquía, l'Italien Martini, les Brésiliens Falcão et Sales (NdT).
 - (2) Les cinq commissions: coordination, rédaction, juridique, messages, scrutins (NdT).
 - (3) Ou groupes de travail, au nombre de 30 (NdT).
 - (4) N'ayant pu organiser la "neuvaine d'année" demandée par Jean-Paul II, le CELAM s'était adressé à la Confédération latino-américaine des religieux (CLAR) pour rattraper le retard. Le travail de la CLAR se soldera par une crise majeure (cf. DIAL D 1390, 1391 et autres) (NdT).
 - (5) Sur la séquence de ce document et des autres, cf. DIAL D 1694 (NdT).
 - (6) "Destagues" en espagnol, dont la qualification juridique était essentielle à l'approbation par vote du document final (NdT).
 - (7) Alors que le secrétaire général de la Conférence générale de l'épiscopat latino-américain est, de tradition, le secrétaire général du CELAM, la conférence de St-Domingue a innové avec la présence d'un deuxième - en fait, premier - secrétaire général: Mgr Medina (NdT).
 - (8) Après la confusion du 22 octobre, des évêques ont proposé des textes de remplacement (NdT).
 - (9) Président de la conférence des évêques du Brésil. (NdT).
 - (10) Les trois possibilités de vote étaient "placet" (oui), "non placet" (non) et "placet iuxta modum" (oui, avec modification) (NdT).
 - (11) Le samedi après-midi 24 octobre, alors que la confusion régnait sur la nouvelle rédaction du document final, Mgr Medina, secrétaire général, annonçait à l'assemblée que la Conférence se terminerait le mercredi 28 à 11 H du matin, au lieu du soir (NdT).
 - (12) Cf. DIAL D 1734. (NdT). (13) Au § 6-6 (NdT).
 - (14) Dans le texte original, en espagnol comme en portugais, c'est le néologisme "protagonisme" que nous traduisons ici par "rôle de premier plan" (NdT).

Copyright DIAL, 1992, pour le texte français
Droits de reproduction réservés

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine 490 F - USA-Canada-Afrique 460F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441